

Le Mexique et l'Accord de libre-échange nord-américain : le futur en quête d'un présent

In: Tiers-Monde. 1996, tome 37 n°146. pp. 365-383.

Citer ce document / Cite this document :

Pradilla Cobos Emilio. Le Mexique et l'Accord de libre-échange nord-américain : le futur en quête d'un présent. In: Tiers-Monde. 1996, tome 37 n°146. pp. 365-383.

doi : 10.3406/tiers.1996.5109

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_0040-7356_1996_num_37_146_5109

L'OUVERTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE AU MEXIQUE

LE MEXIQUE ET L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN : LE FUTUR EN QUÊTE D'UN PRÉSENT

par Emilio Pradilla Cobos*

L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Mexique, les États-Unis et le Canada n'est pas seulement un accord commercial, du moins en ce qui concerne le Mexique. Depuis sa signature en 1992, il a été à l'origine de nombreuses réformes constitutionnelles et légales dans plusieurs domaines. Il implique en effet une modification profonde des relations et pratiques économiques, sociales, politiques et culturelles, allant du quotidien des travailleurs à la politique internationale et à l'exercice de la souveraineté nationale. Nous analyserons ici l'impact de l'ALENA sur l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les conditions de vie des travailleurs et l'organisation territoriale du pays. Il est bien évident qu'on ne pourra en mesurer l'impact réel avant plusieurs années. Cependant, dans la mesure où l'ALENA fait partie intégrante de la politique néo-libérale appliquée depuis 1983, date à laquelle s'est amorcée l'ouverture du commerce extérieur, nous pouvons d'ores et déjà analyser des tendances logiquement prévisibles, ainsi que leur rapport avec le reste des politiques d'*ajustement structurel* néo-libéral appliquées par le gouvernement mexicain depuis cette date.

1. L'ALENA ET LA DOUBLE CRISE MEXICAINE

Dix-huit mois après l'entrée en vigueur de l'ALENA, le 1^{er} janvier 1994, le futur du Mexique dans le cadre de l'accord se trouve sérieusement compromis par la situation actuelle. La profonde crise politique

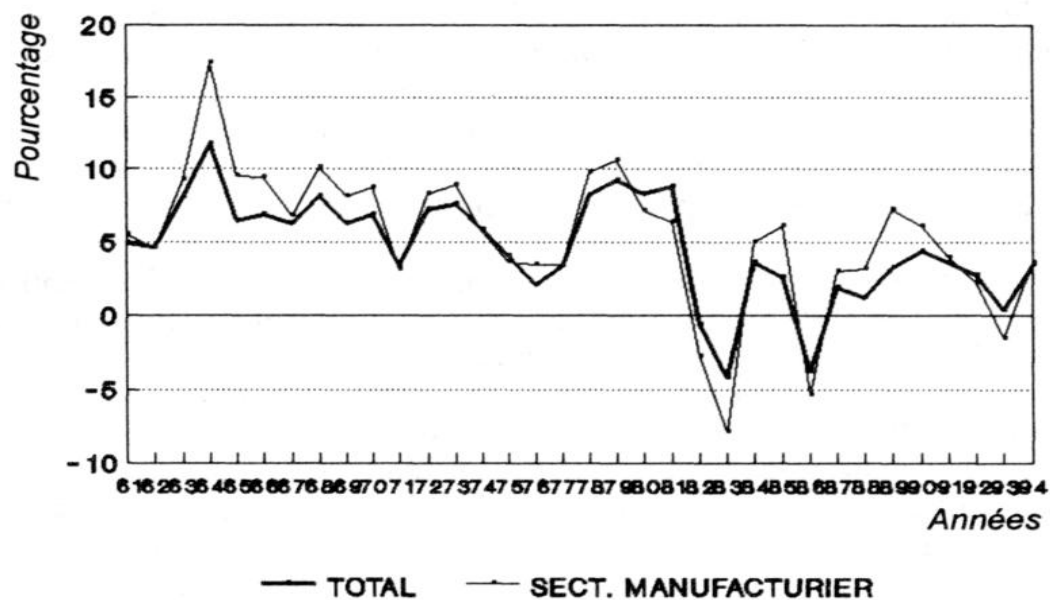
* Professeur, Université Autonome Métropolitaine, Unité Xochimilco, Mexico DF, Mexique.

et économique du pays, devenue évidente en 1994, met en effet en question sa viabilité (Valenzuela, 1995).

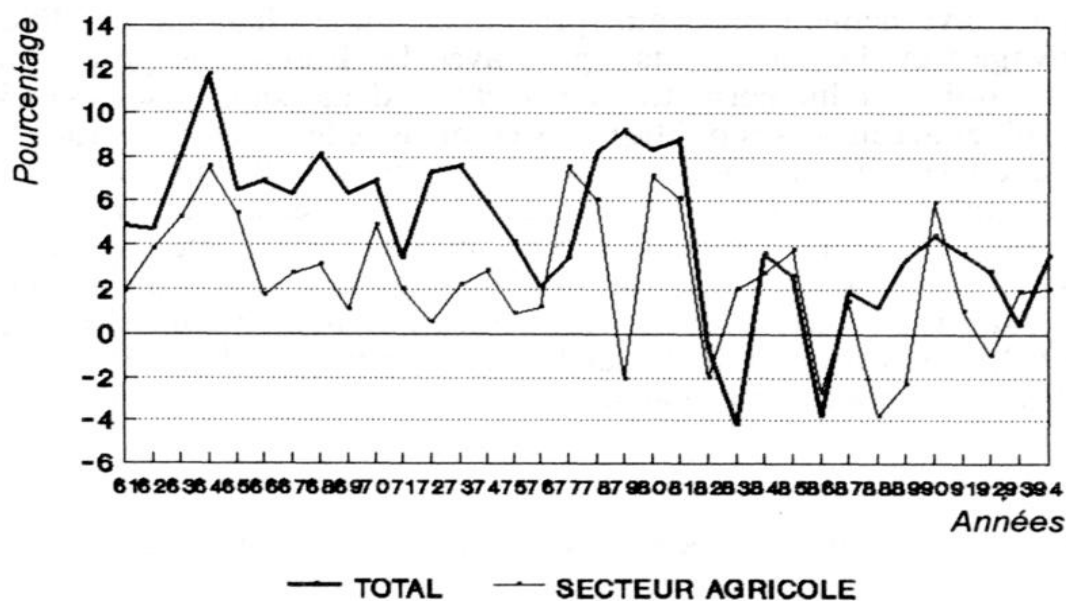
En contradiction avec le discours officiel et la propagande internationale, douze ans après le commencement de l'*ajustement néo-libéral* l'économie mexicaine reste instable et dans la ligne de la *longue période de récession de l'accumulation de capital*, qui commence dans les années soixante-dix et s'accroît à partir de 1982 (Pradilla, 1990). Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) continue à évoluer de manière cyclique sans correspondre aux prévisions gouvernementales. À partir de 1990, date du meilleur taux de croissance économique depuis 1982 (4,4 %), le taux de croissance du PIB ne cesse de diminuer et atteint son niveau le plus bas (0,4 %), proche de la récession, en 1993. En 1994, grâce à l'augmentation du commerce extérieur et du flux de capital étranger spéculatif, il monte à 3,5 % ; mais il ne s'agit là que du prélude de la chute actuelle, qui atteindrait, selon les prévisions, 5 % en 1995. Le modèle néo-libéral d'accumulation n'a même pas réussi à atteindre les taux de croissance obtenus à la suite de l'application du modèle interventionniste antérieur (graphiques 1a et b). Tous les secteurs économiques, et en particulier le secteur agricole plongé dans la crise depuis plus de deux décennies (Calva, 1988), ont suivi cette tendance globale.

Depuis 1987, « l'année » de l'ouverture commerciale, le solde de la balance commerciale indiquait une tendance défavorable ; alors qu'on franchissait en 1990 un seuil de déficit extrême, celui-ci représentait en 1994 la somme extravagante de 18 541 milliards de dollars (graphique 2). L'excédent temporaire des premiers mois de 1995 n'est qu'un signe de la paralysie de l'appareil productif, puisque l'importation de biens intermédiaires et de capital représentait 88 % du total en 1994. La balance des paiements est affectée par le paiement d'une dette externe croissante : de 136 milliards de dollars (graphique 3) en 1994, elle augmentera dans des proportions encore inconnues, étant donné la conversion des bons du Trésor en dette externe et le crédit de plusieurs millions que le gouvernement des États-Unis et les banques multinationales ont accordé au Mexique pour sauver le pays de la crise financière de décembre 1994.

Par ailleurs, toujours sous le coup de deux décennies de politique d'*austérité*, le salaire minimum réel (près de 70 % des travailleurs perçoivent moins de 3 salaires minimums, somme nécessaire à l'acquisition des produits de consommation de base ; Laurell, 1995) a perdu jusqu'en 1994 65,4 % de sa valeur et doit faire face en 1995 au durcissement d'une politique salariale censée combattre la crise et à une inflation estimée à plus de 50 % par an (graphique 4). La part des salaires dans le PIB est passée de 45 % en 1976 à 24 % en 1994, en raison de la concentration croissante de la richesse (*El Financiero*, 4 mai 1994). De plus, la stabilité des prix, objec-



Graphique 1a. — Évolution du taux de croissance du produit interne brut, Mexique 1961-1994 (Prix de marché)



Graphique 1b. — Évolution du taux de croissance du produit interne brut, Mexique 1961-1994 (Prix de marché)

tif principal de la politique néo-libérale mexicaine, a soudainement disparu. Alors que 21,4 % de la population économiquement active se sont réfugiés dans l'économie « informelle », le sous-emploi et le chômage déclaré atteignent 23,5 % (*El Financiero*, 19 mai 1995). La pauvreté touchait en 1987 50,8 % de la population totale et la pauvreté extrême 21,3 %, d'après les estimations officielles généralement optimistes. La contraction du marché interne qui en résulte et la concurrence inégale avec les marchandises importées ont entraîné la disparition de plusieurs milliers de petites et moyennes entreprises tant en milieu urbain que rural. Ajoutons à cela les effets de la récente macrodévaluation (d'environ 79 % entre décembre 1994 et mai 1995) et des taux d'intérêt bancaire réels supérieurs à 100 %, pour les entreprises endettées.

En 1994, le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans l'État du Chiapas, dans le sud du pays, le jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA, les assassinats de dirigeants du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), parti au pouvoir depuis près de soixante-dix ans, et des élections peu « claires » ont mis en évidence la décomposition du régime politique de *parti d'État* issu de l'institutionnalisation de la révolution mexicaine de 1910-1917. Les banques multinationales, le grand capital national et multinational, le gouvernement mexicain et les gouvernements des pays développés refusent de reconnaître cette crise ; sa phénoménologie est pourtant un facteur important de l'éclatement de la crise financière de décembre 1994.

Le gouvernement mexicain, prisonnier d'une idéologie néo-libérale « sauvage » et d'engagements signés avec les États-Unis pour obtenir l'appui qui doit lui permettre de « tenir » dans cette crise financière, poursuit et accentue ses politiques, y compris celle d'une ouverture commerciale inconditionnelle à tous les pays ; en découle ainsi un effondrement total de l'économie réelle, qui met en question le maintien du Mexique, en tant que nation économiquement viable, au sein de l'ALENA. C'est dans ce contexte qu'il nous faut analyser trois aspects de la situation : les effets de la restructuration néo-libérale commencée en 1983, la nature de l'ALENA et les caractéristiques de la double crise qui ébranle la société mexicaine.

2. GLOBALISATION OU FORMATION DE BLOCS ÉCONOMIQUES ?

Bien que le présupposé néo-libéral consiste en une globalisation de l'économie, en particulier des mouvements de capitaux et de l'échange des biens et services dans un marché mondial « libre », la lutte pour l'hé-

gémonie économique mondiale, les conflits commerciaux entre pays développés et les mesures protectionnistes appliquées dans le contexte mondial d'une économie récessive peuvent entraîner la stagnation de ce processus de globalisation (Guillen, 1993).

Comme une phase antérieure à ce processus, ou qui s'y substituerait, une tendance à l'*internationalisation régionalisée* à travers la formation de trois grands blocs économico-politiques semble se dessiner : la Communauté européenne, sous l'hégémonie de l'Allemagne ; le bloc nord-américain, sous celle des États-Unis ; et enfin le bloc asiatique, sous l'hégémonie du Japon. Ces trois blocs pourraient se disputer l'hégémonie économique mondiale, qu'à l'heure actuelle aucun pays ne détient, en se livrant des guerres commerciales et financières, en appliquant des politiques protectionnistes sélectives ou généralisées et des représailles commerciales. Aussi préférons-nous parler de *nouvelle phase d'internationalisation* et non de globalisation, puisque ce processus semble exclure d'importantes zones du monde telles que l'Afrique, une partie de l'Asie et probablement la majeure partie de l'Amérique latine et des Caraïbes, dont le rôle serait secondaire et plus « marginal » que celui des pays subordonnés directement intégrés au noyau des blocs. La dynamique de ces derniers pourrait dériver vers une relation essentiellement endogène qui exclurait dans une large mesure les relations entre les pays subordonnés des différents blocs et laisserait l'essentiel de celles-ci entre les mains des pays dominants.

L'ALENA pourrait être le premier pas de la constitution formelle et institutionnalisée du bloc nord-américain et le noyau structurant de la zone d'influence *de facto* des États-Unis, qui inclut l'Amérique latine et les Caraïbes, et dont nous pourrions reconnaître l'existence depuis le début du siècle. Les trois pays membres de l'ALENA ont des structures territoriales, démographiques, sociales, productives et de commerce extérieur profondément inégales, et le Mexique se trouve dans la situation la plus difficile avec 23,31 % de la population, 3,97 % du produit brut, 4,53 % des exportations, 3,31 % des importations et 3,83 % du commerce global de la région en 1987 (SECOFI, 1990, 35) ; alors que les États-Unis et le Canada avaient respectivement un revenu annuel par habitant de 17 509 et 15 106 \$, le Mexique atteignait (avant la récente macrodévaluation) un revenu annuel par habitant de 2 360 \$ (Rojas, 1991). Cette inégalité constitue la base objective de la subordination du Mexique aux deux autres pays membres du bloc et d'un bon nombre d'impacts négatifs liés à l'ALENA.

Le bloc pourrait adopter trois configurations distinctes : une configuration exclusive telle qu'elle apparaît dans l'accord Mexique - États-Unis - Canada ; une configuration progressivement élargie à toute l'Amérique

latine et les Caraïbes, à la suite de l'« Initiative pour les Amériques » proposée par Bush et du « Sommet des Amériques » de Miami, qui s'est amorcée avec la possible intégration du Chili à l'ALENA ; et une articulation secondaire complexe où le Mexique jouerait un rôle d'intermédiaire grâce à ses accords de libre commerce avec des sous-blocs ou pays séparés : le Groupe des trois (avec la Colombie et le Venezuela), le Chili, le Costa Rica et/ou l'Amérique centrale, le Mercosur, etc. De toute manière, l'intégration subordonnée du Mexique aux États-Unis se poursuivra. Le gouvernement mexicain mise sur la signature *rapide* d'accords commerciaux avec tout pays qui le lui proposerait, mais le poids de la relation avec les États-Unis ne cessera de renforcer cette dépendance.

Dans tous les cas envisagés, l'impact de la nouvelle internationalisation impliquera pour le Mexique une accentuation de la tendance à la restructuration territoriale *vers l'extérieur*, périphérique, qui aura pour effet de modifier de façon substantielle le modèle d'organisation *vers l'intérieur* de la phase d'industrialisation substitutive d'importations. Par conséquent, chacune de ces solutions aura des implications territoriales différentes. La globalisation réelle et l'ouverture commerciale et financière sur tous les pays pourraient donner lieu à un développement territorial périphérique plus dispersé et diffus qui inclurait les frontières terrestres nord et sud, le bassin du Pacifique et celui de l'Atlantique ; la frontière nord avec les États-Unis et le bassin du Pacifique seraient dans ce cas bien évidemment prépondérants. En revanche, l'hypothèse de blocs économiques opposés entraînerait un accroissement également périphérique, mais concentré, des éléments territoriaux de l'articulation avec les États-Unis, avec la prépondérance de la frontière nord du Mexique. Les modalités de ces implications varieraient en fonction de la prédominance de l'une des possibilités précédemment signalées.

3. LA CRISE AGRAIRE, L'ALENA ET L'ACCÉLÉRATION DE L'URBANISATION

Dans les années soixante-dix, le secteur agricole mexicain entra dans une période de stagnation devenue récessive à partir de 1979 (graphique 1b). La contre-réforme agricole promue par le gouvernement pour tenter de surmonter cette crise dans le cadre d'une politique néolibérale, et approuvée par le Congrès en 1990-1991, visait et a obtenu la privatisation et concentration de la propriété *ejidale* et communale, héritée de la révolution mexicaine. La totale ouverture commerciale que signifie l'ALENA permettra à moyen terme l'entrée au Mexique, sans discrimination aucune, des produits agricoles originaires des États-Unis et

du Canada (avec ceux du Chili et d'autres pays, en fonction de l'avancement des accords commerciaux), à la majorité desquels l'agriculture parcellaire mexicaine (minifundiaire, *ejidale*, communale) ne pourra faire concurrence ni maintenant ni dans quatorze ans, au terme du dégrèvement douanier. L'action combinée de ces processus sur la petite production agricole, en crise depuis longtemps, entraînera à moyen terme une intensification de l'expulsion de la classe paysanne parcellaire et sa migration vers les centres urbains ou vers les États-Unis (Calva, 1991, 1992a et 1992b ; Pradilla, 1993, 64 et s. ; Arroyo et autres, 1993, 115 et s.). On calcule qu'à moyen terme le nombre de nouveaux migrants issus de la classe paysanne oscillera entre 10 et 15 millions.

Les modes fondamentaux d'expulsion de la classe paysanne mexicaine seront les suivants : A/ La concentration de la propriété agricole entre les mains d'entreprises nationales, multinationales ou mixtes, dans les zones très fertiles, susceptibles de mécanisation, dotées d'une infrastructure moderne et reliées de façon adéquate aux marchés internes et externes, en vue de produire des biens de consommation ou des matières premières intéressants et compétitifs pour le marché interne, le bloc nord-américain ou des pays tiers ; la prolétarianisation de la main-d'œuvre, résultat de l'hypothétique expansion de la production, ne pourra pas absorber la masse de paysans déplacés, surtout dans des conditions de changements technologiques rapides. B/ En ce qui concerne les terres « marginales » par rapport à une production compétitive et à haute technologie, ou les terres mal localisées et peu articulées territorialement aux marchés internes et externes, on assistera au déplacement des paysans « arriérés », complètement marginalisés, pauvres et vivant en autarcie, qui abandonneront leurs terres, et à celui de petits et moyens producteurs travaillant pour le marché interne dans des conditions de faible productivité ne leur permettant pas de résister à la concurrence généralisée des produits importés du bloc nord-américain ou de pays tiers.

Les transformations en milieu rural seront territorialement très inégales, elles modifieront la répartition de la population, la production, les revenus, l'infrastructure et la modernisation ; elles resteront dans la ligne de l'inégalité territoriale actuelle, mais se verront aggravées par les effets de décomposition de la classe paysanne, résultant de la modernisation néo-libérale interne et du libre marché international. Les formes de propriété sociale agraire et l'absence d'action de l'État ne lieront plus les paysans à leur terre et cesseront d'atténuer les facteurs d'expulsion comme elles le faisaient par le passé. Les zones indiennes et/ou paysannes du centre et du sud-est du pays (Chiapas, Oaxaca, Guerrero, Veracruz et Puebla) et les zones semi-désertiques du centre-nord seront les plus touchées.

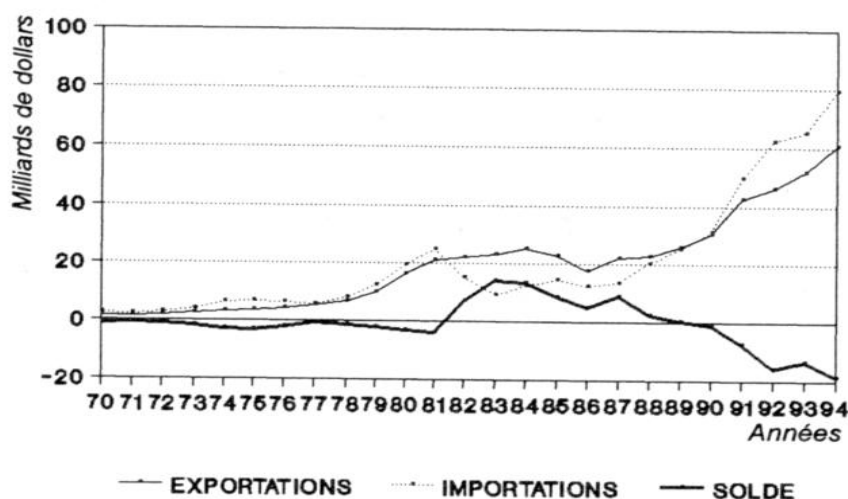
Le gouvernement mexicain n'a prévu aucune politique visant à freiner la disparition des formes parcellaires de l'agriculture et considère que les unités agraires « inefficaces » et « non compétitives » à un niveau international doivent disparaître ; la contre-réforme a eu comme objectifs explicites la concentration de la propriété et l'expulsion de la population rurale excédentaire. Le gouvernement n'a pas non plus envisagé de programmes d'urgence concernant l'emploi, l'infrastructure, le logement et les services destinés à répondre à une migration croissante dans les villes, ce qui ne fera qu'aggraver la carence actuelle. Il a une confiance absolue en l'équilibre obtenu par la « main invisible » du « libre » marché interne et international.

L'ALENA n'inclut aucune mesure concernant la libre mobilité de la force de travail entre les trois pays membres ou tentant d'apporter une solution à la situation critique des migrants mexicains vers les États-Unis – ils sont actuellement près d'un million et demi par an (*La Jornada*, 4 juin 1993) et risquent de devenir chaque jour plus nombreux avec les nouvelles expulsions de paysans de leurs terres –, à la très grave récession et au chômage qui a augmenté dans des proportions énormes. Face à cette situation, le gouvernement fédéral et les gouvernements des États américains ont intensifié les contrôles frontaliers, et les secteurs les plus conservateurs multiplient les actions racistes comme le vote de la loi 187 en Californie, qui prive le migrant entré dans le pays illégalement de tout type de service social.

4. DÉSINDUSTRIALISATION, NOUVELLE INDUSTRIALISATION ET CONCENTRATION URBAINE INÉGALE

L'effet cumulatif d'une crise économique de longue durée, une chute historique des revenus et la contraction du marché interne, une totale libération commerciale, la crise actuelle et des politiques récessives pour la surmonter ont entraîné la disparition de milliers de petites et moyennes entreprises qui n'ont pu résister à la concurrence des produits importés, dont la quantité augmente à un rythme supérieur à celui des exportations (graphique 2 ; Ramirez et Pradilla, 1993), ni bénéficier du capital et des crédits à bas taux d'intérêt et à long terme indispensables à leur modernisation technologique ; des secteurs entiers de l'industrie manufacturière se trouvent en récession, de nombreuses entreprises ferment et bon nombre d'entre elles se sont reconverties dans la commercialisation de produits importés (Maya, 1993 ; Chavez, 1993). C'est ainsi que nous assistons à un processus de désindustrialisation des centres

urbains industriels traditionnels: les grandes zones métropolitaines (Mexico, Monterrey, Guadalajara et Puebla) et d'autres villes moins importantes. L'élargissement de leur marché interne mexicain étant au cœur des intérêts des États-Unis pour l'ALENA, cet effet désindustrialisateur ne fera que s'accroître avec la mise en application de l'accord...

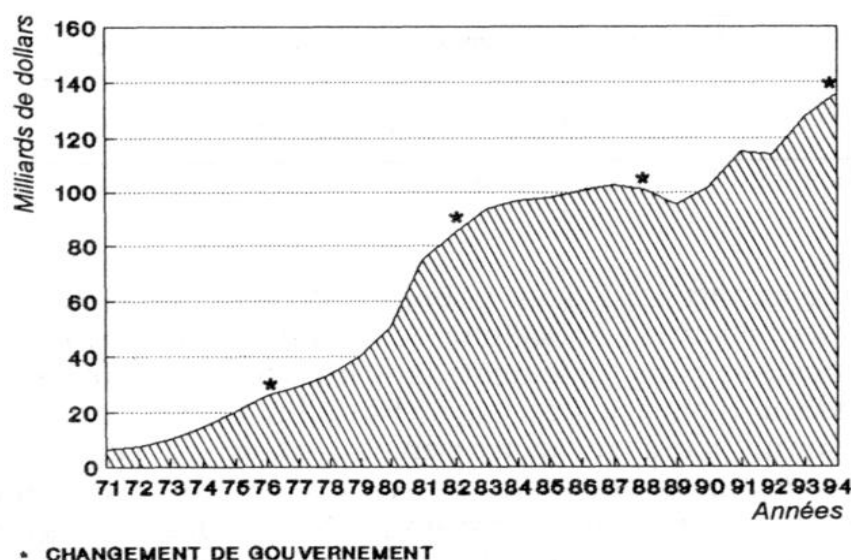


Graphique 2. — Évolution du commerce extérieur, Mexique 1970-1994

On assiste depuis 1975 à un phénomène de *nouvelle industrialisation* touchant essentiellement le secteur de l'*industrie de maquila d'exportation* (IME) localisée principalement dans les villes de la frontière nord et de la « deuxième frontière » du pays (Pradilla, 1993, chap. III). Le phénomène a donné lieu à un accroissement urbain concentré, accéléré et anarchique, entraînant une série de problèmes pour les travailleurs paupérisés, rémunérés au salaire minimum, et la population migrant vers les États-Unis. Mais le dynamisme de cette forme productive dépend de ses limites structurelles internes et des cycles économiques à court et long termes des économies développées, en particulier celle des États-Unis, et son actuelle « désaccélération » le prouve (*El Financiero*, 16 juin 1993) ; c'est pourquoi il n'arrive pas à pallier la perte d'emploi qu'entraînent les autres composantes de l'ALENA.

L'entrée en vigueur de l'ALENA aura deux effets distincts sur l'industrie et ses localisations : A/ Elle favorisera l'accroissement de la *maquila* qui représente pour le capital multinational les plus gros avantages étant donné les importantes différences salariales entre le Mexique et les deux autres pays (le salaire minimum actuel aux États-Unis est 13,28 fois plus élevé qu'au Mexique) (Valle, 1993, et graphique 4) et les stimulants et subsides directs et indirects du gouverne-

ment mexicain. Les villes de la première et de la deuxième frontières verront se renforcer un de leurs atouts, celui de la contiguïté physique avec les conglomérats industriels et urbains du sud des États-Unis qui sont également leurs plus gros clients. Elles pourraient aussi connaître une hausse relative des salaires qui entraînerait une dispersion territoriale plus importante des activités intensives en main-d'œuvre, en particulier dans les zones rurales voisines afin d'éviter la montée des coûts. L'absence d'intégration à l'industrie locale et nationale que l'accord entretient et accentue, les bas salaires des travailleurs, l'instabilité du travail et les conditions de vie lamentables des villes où la *maquila* est installée ne permettent pas de nourrir de grandes espérances quant à son rôle dans le développement économique et social régional, même s'il arrive en effet à bénéficier à un petit nombre d'entreprises régionales (Pradilla, 1993, chap. III).



Graphique 3. — Évolution de la dette externe, Mexique 1971-1994

B/ L'ALENA permettra à un groupe restreint de grands monopoles nationaux et multinationaux installés au Mexique dans des conditions économiques, financières, de rendement d'échelle et technologiques compétitives, de multiplier leurs accords d'association avec des entreprises nord-américaines pour l'exportation et l'importation (Maya, 1993 ; Chavez, 1993 ; Tanski, 1993). Ce processus se manifestera très certainement dans les grandes métropoles où est concentrée la majorité des monopoles et où les indices de productivité sont les plus élevés : le système urbain central dominé par les villes de Mexico, Monterrey et

Guadalajara (Chavez, 1993, 18). Il pourrait aussi inclure certains centres urbains secondaires où sont installées des industries modernes à haute technologie, tels que Hermosillo, Saltillo, Chihuahua et Aguascalientes pour la deuxième frontière.

Avec l'ALENA, la *nouvelle industrialisation* continuera à se concentrer dans les villes de la première et de la deuxième frontières avec les États-Unis, dans le système urbain central et les métropoles de Monterrey et de Guadalajara. Quant à la désindustrialisation, elle se maintiendra dans les villes industrielles traditionnelles, surtout les grandes métropoles, où elle ne sera compensée qu'en partie par l'accroissement des activités commerciales, industrielles et de services à haute technologie, et dans des villes où la disparition de la faible industrie existante ne trouvera aucune compensation. Dans les grands centres urbains bénéficiant de structures productives complètes, les deux processus se combineront : destruction de la petite et moyenne industrie non compétitive, accroissement et modernisation de la grande industrie et des services à haute technologie. Le grand perdant sera l'emploi car l'augmentation de la *maquila* et des entreprises compétitives à haute technologie ne parviendra pas à créer des emplois qui puissent compenser ceux perdus par l'abandon des zones rurales, la fermeture massive des entreprises non compétitives et la modernisation technologique des monopoles.

Dans les villes de la frontière Mexique - États-Unis, en particulier Ciudad Juarez, Tijuana, Matamoros et Reynosa, le développement de la *maquila* et l'augmentation des flux de marchandises et de personnes feront apparaître de nouveaux facteurs de concentration urbaine binationale, produits de l'accroissement et de l'articulation de ces centres urbains à leurs villes « jumelles » des États-Unis dont la frontière nationale et une administration différente les séparent pourtant. Tijuana, articulée à San Diego et à la conurbation californienne, Reynosa et Matamoros, articulées à des villes texanes et en relation avec la conurbation Monterrey-Saltillo, atteindront dans le futur des dimensions mégalopolitaines. Les asymétries de développement et la division du travail entre les différentes parties des mégapoles obligeront le Mexique à assumer les coûts de l'industrie de la *maquila* et de sa main-d'œuvre, classe travailleuse majoritaire et la plus mal payée, ce qui aura pour effet d'aggraver les problèmes et déficits existants ainsi que des conditions matérielles de vie urbaine déjà difficiles. En résumé, on assistera à une plus grande concentration et centralisation du capital, et à une plus grande concentration urbaine dans les métropoles préexistantes, dans les principales villes de *maquila* et dans un nombre limité de points de dispersion concentrée.

Autres pôles de croissance économique et urbaine présentant les limitations dues à leur rôle d'intermédiaires : les ports maritimes et ter-

restres de frontière. La voie suivie par l'internationalisation décidera de leur croissance, de leur maintien en l'état ou de leur disparition. N'oublions pas que ces noyaux commerciaux sont soumis à la modernisation technologique et influencent donc peu l'emploi, les revenus et l'activité de production locale ou régionale. L'ALENA leur permettra difficilement de concurrencer les grands ports des États-Unis, étant donné leurs capacités et structure limitées et le déficit de leurs moyens de transport, en particulier de leur système ferroviaire.

5. LE TOURISME PÉRIPHÉRIQUE D'ENCLAVE

Le tourisme étranger dont le développement a été essentiellement périphérique, côtier, verra son dynamisme s'accroître grâce à la pénétration chaque fois plus importante d'entreprises multinationales, la libéralisation de la législation concernant l'investissement étranger, la possibilité d'acquérir des terres offerte par la contre-réforme agraire, et l'actuelle sous-évaluation de la monnaie mexicaine. Parallèlement à ce phénomène, le tourisme national et les voyages d'affaires vers les États-Unis et le Canada augmentent et accroissent le déficit actuel de la balance touristique (Ramirez et Pradilla, 1993).

On assiste ainsi à une accentuation du double caractère d'enclave du secteur touristique : enclave de capital étranger qui contrôle et maintient l'ensemble des ressources dans les circuits extérieurs ou fait refluer les bénéfices vers les pays d'origine du capital investi contrôlant le secteur ; et enclave territoriale sans effet sur le développement du territoire adjacent car le caractère sophistiqué de sa demande nuit aux modes de production locaux en augmentant les flux externes de biens et services que la production locale n'arrive pas à concurrencer, et dégrade en même temps l'environnement (Hiernaux, 1989). L'effet du tourisme à impact régional (monde maya, zone aztèque centrale, côte basse californienne ou de l'État de Sonora), lié à des systèmes culturels ou naturels, irrigue mieux l'économie locale mais conserve son caractère concentré et continue d'affecter les modes de production précapitalistes, à détruire l'environnement et à exporter la plus-value.

Autre effet prévisible du phénomène signalé : la poursuite de l'expansion des pôles touristiques de luxe actuels et l'apparition de nouvelles enclaves territoriales à croissance démographique et urbaine à la périphérie côtière, extraverties, qui ne modifient en rien la situation des territoires où elles s'installent – où règne généralement un retard rural séculaire –, ni la qualité de vie – logement, services – de leurs travail-

leurs. Les villes créées par les enclaves touristiques périphériques montrent une ségrégation territoriale et sociale, avec des zones dotées d'équipements modernes sous-utilisés et des zones sous-équipées, où vivent dans des logements précaires les couches populaires.

6. LA RESTRUCTURATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCUMULATION CAPITALISTE

Dans les deux cas, nouvelle internationalisation régionalisée ou globalisation, l'un des « goulets d'étranglement » du Mexique est son déficit quantitatif et/ou qualitatif de conditions générales d'accumulation capitaliste ainsi que son retard technologique : système ferroviaire, routes, aéroports et ports maritimes, moyens de transport (*El Financiero*, 29 mai 1993), communications électroniques, énergie électrique, eau potable et collecte de déchets industriels. C'est ainsi que la *maquila* articulée au marché américain préfère les villes-frontières mexicaines où la distance-temps par rapport à son emplacement est nulle et où elle peut utiliser ses propres moyens de transport et de communication et s'adapter aux systèmes *just in time*. Mais les villes-frontières mexicaines connaissent aussi un déficit de conditions générales, aggravé par l'expansion de la *maquila* dans la mesure où le capital multinational ne prend pas en charge leurs coûts d'investissement et de mise en opération, et où les administrations locales ne disposent pas des moyens qui leur permettraient de les mettre en œuvre, surtout depuis l'importante réduction budgétaire liée à la crise actuelle.

L'État et l'investissement privé, rendu possible grâce à la privatisation de l'infrastructure et des services publics, engagent un processus, malheureusement moins accéléré que le contexte ne l'exige, de multiplication et de modernisation des conditions générales d'accumulation. Mais cette action est doublement conditionnée et déterminée par la relation avec les pôles de croissance découlant de l'internationalisation et par la rentabilité de l'investissement consenti. Il est certain qu'elle tend à être sélective, inégale et fragmentaire, et qu'elle se concentre sur des régions métropolitaines, des villes de *maquila*, des ports touristiques et commerciaux et des zones agricoles exportatrices à haute productivité. Les zones n'entrant pas dans ce schéma ne peuvent échapper à un retard cumulatif ancestral ou connaissent un processus de sous-développement infrastructurel croissant. Les zones et centres urbains touchés, étant donné leur proximité, par ces nouveaux moyens de communication, en profitent relativement, mais la tendance actuelle est plutôt de les contourner par des déviations ou des systèmes de transport de longue distance.

L'investissement public décroissant, pragmatiquement productiviste, a tendance à se concentrer sur l'infrastructure d'accumulation et les zones régionales et urbaines dynamiques, et à négliger davantage encore les zones déprimées ; parallèlement, son action structurelle sur les *conditions générales de reproduction de la population* dans les zones populaires urbaines et les régions économiquement arriérées continue à diminuer. Dans les villes-frontières de *maquila*, les administrations locales et fédérales doivent assumer les coûts de la reproduction sociale de la force de travail croissante de la *maquila* non couverts par le capital multinational ; c'est leur incapacité qui crée des villes fragmentées où la majorité de la population a toujours été privée des services de première nécessité ; cette situation tend à s'aggraver.

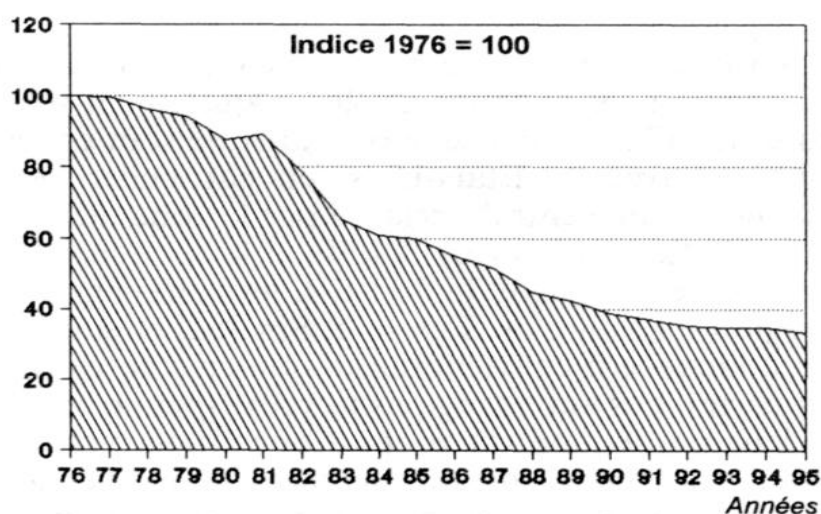
L'intégration économique à l'intérieur d'un bloc nord-américain restreint ou élargi renforcera la prédominance des réseaux et flux nord-sud avec les États-Unis en l'élargissant à la frontière avec l'Amérique centrale. Dans le cas d'une globalisation réelle, la relation avec le bassin du Pacifique et le bloc asiatique, le bassin du Golfe, les Caraïbes et la Communauté européenne favoriserait un développement à plus grande capacité d'intégration avec l'expansion des réseaux et flux est-ouest et même est-nord et ouest-nord. L'impact infrastructurel secondaire sur les territoires intermédiaires serait beaucoup plus important, bien qu'inégal et fragmentaire. Dans les deux cas envisagés, les *régions perdantes* de l'internationalisation, comme les appelle Alain Lipietz (Lipietz, 1993), ne bénéficieront pas de l'investissement public ou privé nécessaire au développement de leurs conditions d'accumulation ou de reproduction sociale, ce qui aura pour effet d'accentuer leur retard relatif.

7. LE GRAND PERDANT DE L'ALENA : LA FORCE DE TRAVAIL

L'opposition à l'ALENA des travailleurs nord-américains se fonde sur des faits réels qui risquent d'entraîner un important déplacement d'entreprises du nord vers le sud avec la perte d'emploi qui en résultera forcément : une très grande différence entre les salaires réels des travailleurs mexicains et ceux des travailleurs des deux autres pays membres ainsi que leur constante tendance à une diminution relative (Valle, 1993) ; un contrôle drastique des travailleurs mexicains par les syndicats corporatistes fortement liés à l'État ; une législation mexicaine concernant l'environnement plus permissive et plus laxiste ; le coût moindre, pour le capital étranger, du terrain, des biens immeubles, de l'infrastructure et des services ; enfin, des concessions faites par le gouvernement actuel dans le cadre de son projet de développement fondé essentiellement sur le capital

externe et la relation avec le marché mondial. Deux contre-tendances se dessinent cependant : l'augmentation rapide des exportations des deux pays membres vers le Mexique qui se reflète dans le déficit croissant de la balance commerciale mexicaine (Ramirez et Pradilla, 1993), déficit qui sans aucun doute subsistera et continuera à stimuler l'industrie, le commerce et le transport au nord du Rio Bravo ; et l'obstacle à la multinationalisation du capital mexicain résultant de la faible productivité d'ouvriers mal payés, peu formés, mal logés, mal soignés, etc.

L'analyse ramène à l'hypothèse de dégradation des conditions de vie de la majorité de la population mexicaine, plongée aujourd'hui dans l'extrême pauvreté en milieu rural et urbain (CEPAL, 1990 ; Hernandez Laos, 1992) : décomposition plus importante de la classe paysanne parcellaire et migration de celle-ci vers les villes ou à l'étranger ; hausse du chômage urbain (Rendon et Salas, 1993) ; intensification de l'exploitation ; stagnation des salaires en termes absolus et/ou relatifs ; plus forte concentration du revenu ; accélération inégale de l'accroissement urbain ; plus grande inégalité régionale et urbaine dans la distribution de l'investissement productif et social, public et privé ; et enfin, moins de chances d'amélioration des conditions matérielles de vie.



Graphique 4. — Évolution du salaire minimum réel, Mexique 1976-1995

La tendance n'est pas à la hausse substantielle des salaires mexicains pour les rendre équivalents aux salaires nord-américains, car celle-ci éliminerait en effet l'*avantage comparatif* fondamental du Mexique : une main-d'œuvre chaque jour meilleur marché. On est pourtant en droit d'espérer une légère augmentation salariale surtout à la frontière nord

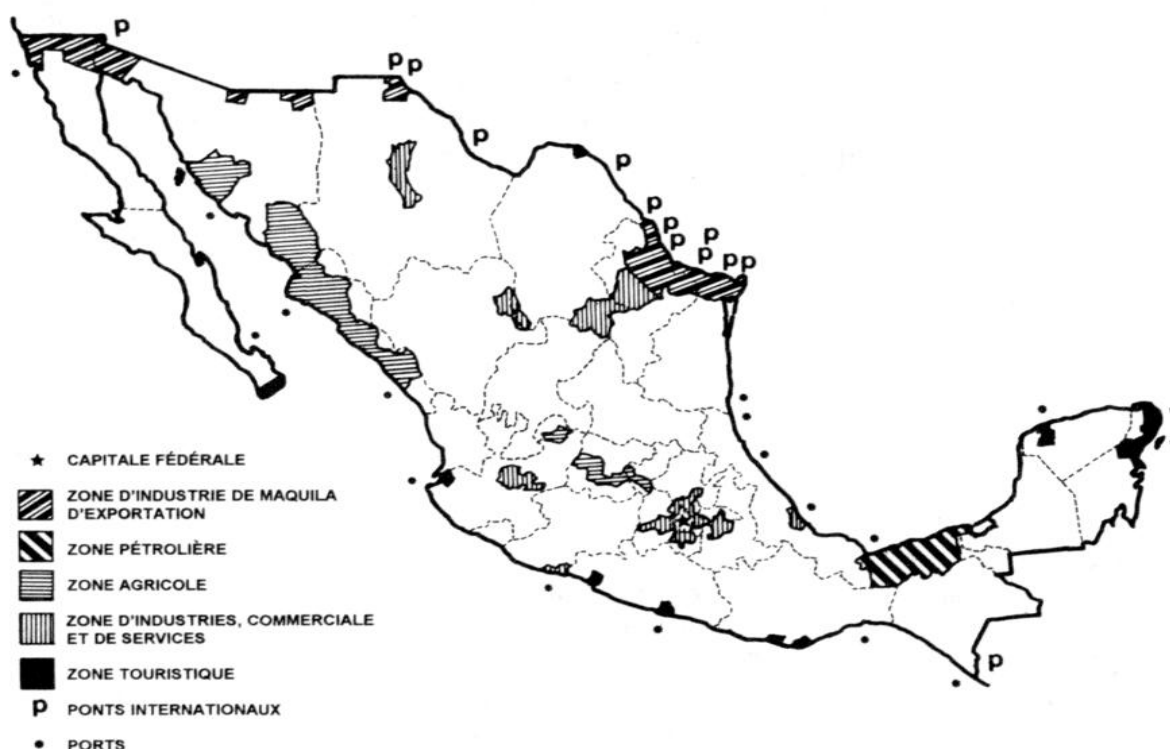
du pays où prédomine le salaire minimum, si le gouvernement y supprime sa politique de *plafonds salariaux* rigoureusement appliquée depuis quinze ans. Il est probable qu'on assiste à une diminution relative des salaires nord-américains, afin d'éviter le déplacement d'entreprises vers le Mexique et un chômage correspondant. La *mexicanisation* de la relation de travail existe déjà dans le sud des États-Unis, où abondent les travailleurs mexicains (Lipietz, 1993).

Les grands perdants de l'ALENA seront donc les travailleurs des trois pays membres. *L'Accord complémentaire en matière de travail*, négocié après que les présidents eurent signé l'accord, ne résout pas ces contradictions au profit des travailleurs : il ne vise pas, en effet, à égaliser les relations de travail et les salaires des parties concernées, il ne garantit à aucun moment le respect de la législation du travail mexicaine par les investisseurs des pays associés et, enfin, il ne protège pas les conditions de travail et de vie des migrants mexicains dans les deux autres pays (Arroyo et autres, 1993, 273-277).

8. L'ACCENTUATION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL INÉGAL

A l'heure actuelle, conséquence du modèle d'accumulation par substitution d'importations et de treize années d'ajustement structurel néolibéral, le PIB et le faible dynamisme économique sont concentrés dans les États-frontières avec les États-Unis (en particulier les villes-frontières), le système urbain central organisé par la zone métropolitaine de Mexico, la conurbation Monterrey-Salttillo et la zone métropolitaine de Guadalajara, la zone pétrolière du Sud-Est, les zones agricoles d'exportation de la région du Bajío, de Sonora et Sinaloa, et enfin la zone touristique maya à laquelle il conviendrait d'ajouter d'autres enclaves touristiques (voir carte). Les autres régions ne participent que faiblement au PIB du pays, leur production est proportionnellement très inférieure à leur population et à leur importance territoriale, et elles manquent de dynamique de croissance. Il est bien-sûr logique que ce qu'on appelle la *géographie de la marginalité* coïncide en général avec les régions présentant ces caractéristiques (CONAPO, 1993).

La nouvelle phase d'internationalisation liée à l'ALENA ne fait qu'accentuer le caractère inégal et contrasté du développement territorial. Les distances historiques quantitatives entre territoires augmentent et atteignent un niveau qualitatif supérieur dû aux phénomènes suivants : différenciation structurelle de rythmes de croissance économique ; accentuation des différences technologiques entre régions ; différenciation et



Mexique : régions gagnantes et régions perdantes dans l'ALENA

désarticulation des conditions générales de reproduction sociale ; privatisation et mercantilisation de toutes les sources de croissance et de développement ; effacement de l'action de l'État en matière de développement régional et décentralisation dans les régions et villes exclues des processus d'accumulation internationalisée ; et enfin, existence de déterminations globales, régionales ou internationales ne tenant aucun compte de la souveraineté territoriale ou de la politique sociale du Mexique.

Comme par le passé et dans la ligne de l'ancien modèle d'accumulation, lors de l'intégration du Mexique au bloc nord-américain, certaines régions seront gagnantes et beaucoup d'autres perdantes. En règle générale, la carte économique du pays sera la même, mais la croissance sera plus inégale encore, ce qui aura pour effet d'isoler davantage les villes et régions peu développées ; entre les régions présentant à l'heure actuelle un dynamisme économique, d'importantes différences apparaîtront. Les zones rurales et/ou indiennes les plus marginalisées, essentiellement le centre et le sud, n'ont aucune chance de survivre ou même d'émerger de l'état de stagnation économique dans lequel elles se trouvent. Les gagnants seront les grands capitaux monopolistes, leurs entreprises et les

couches moyennes qui y sont liées ; les travailleurs, par contre, n'y gagneront pratiquement rien. Dans les villes et les régions perdantes, presque toutes les couches sociales seront affectées, couches moyennes et des petites et moyennes entreprises locales incluses, en particulier celle des ouvriers industriels et agricoles ainsi que la classe paysanne parcellaire.

BIBLIOGRAPHIE

- Arroto Picard Alberto y otros (1993), *Tratado de Libre Comercio de América del Norte. Análisis, crítica y propuesta*, México, Red Mexicana de Acción frente al Tratado de Libre Comercio, 1993.
- Calva José Luis (1988), *Crisis agrícola y alimentaria en México 1982-1988*, México, Editorial Fontamara, 1988.
- (1991), *Probables efectos de un Tratado de Libre Comercio en el campo mexicano*, México, Editorial Fontamara, 1991.
- (1992a), Efectos de un Tratado Trilateral de Libre Comercio en el sector agropecuario mexicano, Calva José Luis *et al.* (1992), *La agricultura mexicana frente al Tratado Trilateral de Libre Comercio*, México, Universidad Autónoma de Chapingo, Centro de Investigaciones Económicas, Sociales y Tecnológicas de la Agroindustria y la Agricultura Mundial, 1992.
- (1992b), *La disputa por la tierra. La reforma al artículo 27 y la nueva Ley Agraria*, México, Editorial Fontamara, 1993.
- Carrillo Jorge (1991), Las maquiladoras en el TLC, *Trabajo*, n° 56, Invierno-primavera 1991, México, Centro de Análisis del Trabajo AC.
- Chávez Gutiérrez Francisco (1993), México : tendencias del comercio con los Estados Unidos. Análisis por grandes sectores y principales empresas, 1987-1991, Seminario Internacional *Enfoques alternativos sobre el Tratado de Libre Comercio de Norteamérica*, México, UAM (México), URPE (USA), marzo de 1993.
- Comisión Económica para América Latina (1990), Magnitud de la pobreza en América Latina en los ochenta, *Notas sobre la economía y el desarrollo*, n° 494/495, julio-agosto 1990, Naciones Unidas, Chile.
- Consejo Nacional de Población (1993), *Indicadores socioeconómicos e índice de marginación municipal 1990*, México, CONAPO, 1993.
- DIARIO, *La Jornada*, México DF.
- DIARIO, *El Financiero*, México DF.
- Guillén Romo Arturo (1993), Bloques regionales y globalización de la economía mundial, *Economía. Teoría y práctica*, n° 3, 1994, México DF, UAM.
- Hernández Laos Enrique (1992), La pobreza en México, *Comercio Exterior*, vol. 42, n° 4, abril 1992, México, Banco Nacional de Comercio Exterior.
- Hiernaux Nicolás Daniel (Comp.) (1989), *Teoría y praxis del espacio turístico*, Xochimilco, UAM, 1989.

- Laurell Asa Cristina (1995), La política social del neoliberalismo mexicano, *Ciudades*, n° 26, abril-junio 1995, México, RNIU.
- Lipietz Alain (1993), Globalización, posfordismo y territorios, *Ciudades*, n° 20, octubre-diciembre 1993, México, RNIU.
- Maya Ambia Carlos Javier (1993), Estructura de la competencia y apertura comercial : la industria manufacturera en México ante el TLC, Seminario Internacional *Enfoques alternativos sobre el Tratado de Libre Comercio de Norteamérica*, México, UAM (México), URPE (USA), marzo de 1993.
- Pradilla Cobos Emilio (1990), Las políticas neoliberales y la cuestión territorial, *Revista Interamericana de Planificación*, vol. XXIII, n° 90, abril-junio 1990, Guatemala, SIAP.
- (1993b), *Territorios en crisis. México 1970-1992*, México, UAM-X, RNIU, 1993.
- Ramírez Velázquez Blanca R. y Emilio Pradilla Cobos (1993), El Tratado Norteamericano de Libre Comercio y la integración territorial de México a Estados Unidos, *Revista Interamericana de Planificación*, vol. XXVI, n° 103, julio-septiembre 1993, San Antonio, Texas, USA, SIAP.
- Rendón Teresa y Carlos Salas (1993), El probable impacto del Acuerdo Norteamericano de Libre Comercio sobre el empleo no-agropecuario en México, Seminario Internacional *Enfoques alternativos sobre el Tratado de Libre Comercio de Norteamérica*, México, UAM (México) y URPE (USA), marzo de 1993.
- Rojas Ernesto (1991), ¿Hacia el desarrollo compartido ?, *Trabajo*, n° 56, Invierno-primavera 1991, México, Centro de Análisis del Trabajo AC.
- Secretaría de Comercio y Fomento Industrial (1990), *Las relaciones comerciales de México con el mundo : desafíos y oportunidades*, México, SECOFI, 1990.
- Tanski Janet M. (1993), Concentración de capital, consorcios mexicanos y la propuesta para un Tratado de Libre Comercio Norteamericano, *Economía. Teoría y práctica*, n° 3, 1994, México DF, UAM.
- Valle Baeza Alejandro (1993), Diferencias de salarios medios entre países : Estados Unidos, Canadá y México, *Economía. Teoría y práctica*, n° 3, 1994, México DF, UAM.
- Vidal Gregorio (1993), Los determinantes de la inversión, la apertura de la economía mexicana y la zona económica de Norteamérica, *Economía. Teoría y práctica*, n° 3, 1994, México DF, UAM.
- Valenzuela Feijóo José Carlos (1995), Las dos crisis, *Viento del Sur*, n° 4, 1995, México DF.